

**Union européenne - Contenus à
caractère terroriste en ligne : le
Conseil "Justice et affaires
intérieures" adopte une position de
négociation sur de nouvelles règles
visant à prévenir leur diffusion -
Communiqué du Conseil de l'Union
européenne
(Bruxelles, 06 décembre 2018)**

L'UE élabore de nouvelles règles pour empêcher l'utilisation abusive de l'Internet par les terroristes.

L'UE s'efforce d'empêcher les terroristes d'utiliser l'Internet à des fins de radicalisation, de recrutement et d'incitation à la violence. Le Conseil a arrêté ce jour sa position de négociation sur la proposition de règlement relatif à la prévention de la diffusion en ligne de contenus à caractère terroriste.

Les règles proposées s'appliquent aux fournisseurs de services d'hébergement qui proposent des services au sein de l'UE, que leur établissement principal soit ou non situé dans les Etats membres. Ces fournisseurs devront supprimer les contenus à caractère terroriste ou bloquer l'accès à ceux-ci dans un délai d'une heure à compter de la réception de l'injonction de suppression adressée par les autorités. Si un fournisseur de services d'hébergement ne se conforme pas à une injonction de suppression, il est passible d'une sanction pouvant atteindre jusqu'à 4% de son chiffre d'affaires mondial pour l'exercice précédent.

En vertu des nouvelles règles, les autorités compétentes peuvent continuer d'adresser des signalements aux fournisseurs de services d'hébergement, qui sont évalués en priorité. Dans le cas des signalements, c'est au fournisseur d'accès qu'il revient d'évaluer si le contenu est contraire à ses propres conditions commerciales et s'il devrait être supprimé.

En outre, les fournisseurs de services devront respecter certaines obligations de vigilance afin de prévenir la diffusion de contenus à caractère terroriste sur leurs services, qui peuvent varier en fonction des risques et du niveau d'exposition du service aux contenus à caractère terroriste. Ils devront également prendre des mesures proactives pour lutter contre la réapparition de contenus qui avaient été supprimés.

La coopération entre services répressifs et fournisseurs de services sera améliorée par l'établissement de points de contact visant à faciliter le traitement des injonctions de suppression et des signalements.

Il reviendra aux Etats membres de déterminer le régime des sanctions applicables en cas de non-respect de la législation.

Les règles proposées garantissent en outre que soient respectés les droits des utilisateurs et des entreprises ordinaires, y compris la liberté d'expression et d'information et la liberté d'entreprise. Cela suppose la nécessité pour les fournisseurs de services d'hébergement d'établir des mécanismes efficaces permettant aux utilisateurs dont les contenus ont été supprimés d'introduire une réclamation.

Prochaines étapes

Sur la base de ce mandat, la présidence du Conseil entamera des négociations avec le Parlement européen dès que ce dernier aura adopté sa position.

Contexte

Cette proposition a été présentée par la Commission européenne le 12 septembre 2018, en réponse à une demande formulée par les dirigeants de l'UE en juin.

La proposition s'appuie sur les travaux du forum de l'UE sur l'Internet lancé en décembre 2015, un cadre de coopération volontaire entre les Etats membres et les représentants des principales entreprises de l'Internet visant à détecter et à supprimer les contenus à caractère terroriste en ligne. La coopération par l'intermédiaire de ce forum s'est améliorée, même si elle n'a pas suffi à régler le problème./.